

## Débattre, participer et collaborer en ligne n'est pas si facile

Cet article fait partie d'un dossier sur « Internet et politique » du monde.fr (accès réservé aux abonnés)  
<http://abonnes.lemonde.fr/web/dossier/0,3-0@2-3224,14-748874,0.html>

© Le Monde, 2006, tous droits réservés

Internet n'est pas la grande agora citoyenne dont on aurait pu rêver. Pas encore ? S'il est un outil de propagande efficace, le Réseau peut aussi être un espace de participation politique. Mais cela ne va pas de soi. L'internaute qui cherche un lieu pour débattre de la sécurité routière, du cannabis ou de la réforme de l'Etat aura comme solution évidente les forums mis en place par le gouvernement. "C'est frustrant, juge Philippe Aigrain, un ingénieur qui a fondé une société d'édition d'outils pour débattre et collaborer en ligne, Sopinspace <<http://www.sopinspace.com/>>. Les forums manquent de lisibilité générale, et il y a toujours une sur-représentation des maniaques du clavier, qui peut faire fuir les autres internautes."

Philippe Aigrain participe à un observatoire des débats publics en ligne, [debatpublic.net](http://www.debatpublic.net) <<http://www.debatpublic.net/>>. Les forums institutionnels se multiplient, notamment depuis le renforcement en 2002 de la Commission nationale du débat public, qui met en œuvre une obligation de consultation prévue par la loi, comme récemment sur la gestion des déchets radioactifs. L'ingénieur a analysé la consultation sur l'école menée en 2003 : sur les 40 000 contributions, certains internautes avaient posté jusqu'à 800 messages. Les 151 contributions sur un thème transversal comme la télévision se retrouvaient disséminées sur 50 fils de discussion répartis dans 12 des 22 questions posées pour orienter le forum.

Pour faire avancer le débat sur Internet, il faudrait améliorer les outils, prêche Philippe Aigrain. Afin qu'on s'y retrouve mieux dans le "magma" des forums, lui et d'autres développent des logiciels de cartographie. Après un analyse sémantique, ces applications présentent les messages en thèmes pour rendre la navigation plus aisée. Cette image du débat aide les internautes à se positionner mais peut aussi lui donner du poids auprès des décideurs concernés.

L'outil, encore peu répandu, a été utilisé pour permettre de discuter de longs textes, comme les motions du Parti socialiste avant le congrès du Mans, en novembre 2005. "Pour trois thèmes, éducation, emploi et Europe, on obtenait un arbre de connaissances sur lequel s'affichaient le titre de propositions. Le tronc commun symbolisait les points d'accord entre motions, les branches soulignant les différences", explique Florence Tornare, ex-secrétaire général de la Fête de l'Internet et membre de l'Internet Society France <<http://www.isoc.fr/>> (ISOC France). Dix-huit mille internautes ont cliqué sur les motions qu'ils approuvaient. Le logiciel leur a ensuite décrypté en quoi ils étaient proches de telle ou telle motion. Florence Tornare travaille à l'amélioration de l'outil avec l'éditeur du logiciel et le moteur de recherche Kartoo <<http://www.kartoo.fr/>>.

Pour aller plus loin dans la collaboration, des initiatives politiques s'emparent des wiki. Les pages de ces sites peuvent être modifiées librement. Moins linéaire que les commentaires d'un blog, un wiki affiche la dernière version du texte en cours, accompagnée d'un historique des modifications. S'inspirant du succès de l'encyclopédie collaborative Wikipedia <<http://fr.wikipedia.org/wiki/Accueil>>, Renover maintenant <<http://www.renover-maintenant.org/>>, le courant d'Arnaud de Montebourg, va lancer en avril une "plate-forme numérique des idées".

"Il y a un manque troublant d'appel à la participation dans l'élaboration du projet socialiste pour la présidentielle, qui doit être rédigé pour juin", justifie Pascal Nicolle, membre de la direction nationale du courant. Les internautes y seront appelés à définir ensemble des notions politiques, comme "égalité des chances" ou "discrimination", pour "aiguillonner" le futur candidat. Les auteurs du projet comptent toucher plus

d'internautes que les 3 000 à 4 000 personnes qui vont assister aux réunions physiques prévues par le PS en France.

En janvier 2006, l'Internet Society France a eu recours à un wiki pour affiner sa position sur la loi sur les droits d'auteur à l'ère numérique. Un succès, malgré le problème récurrent du "vandalisme" : des intrus remplacent parfois les pages des wiki pour s'attirer du trafic. Sur son forum, Etienne Chouard, l'enseignant devenu célèbre en 2005 pour avoir alimenté le débat sur le traité constitutionnel européen en soumettant une analyse très critique, vient d'annoncer la création d'un wiki. Le but : commencer à rédiger une Constitution alternative avec les internautes volontaires.

Modifier les outils ne résout pas tout. "Les plus gros problèmes sont culturels !", résume Michèle Dessenne, d'Attac <<http://www.france.attac.org/>>. Les nouvelles technologies, embrassées politiquement par l'association altermondialiste dès sa naissance en 1998, ne sont pas encore assez appropriées par ses 30 000 membres. Il y a des problèmes de "boulimie" de diffusion et de "netiquette" sur les 450 listes de discussion par e-mail. "Et ce n'est pas mieux ailleurs", ajoute Michèle Dessenne.

La formation demeure essentielle. A Attac, on cherche à utiliser au mieux les possibilités de la plate-forme de publication collaborative Spip <<http://www.spip.net/>>. Philippe Aigrain a dû, lui aussi, accompagner les animateurs de Voter Y <<http://www.voter-y.net/> [site coopératif] aux fonctions du logiciel de travail collectif qu'il a développé pour qu'ils formulent via Internet des propositions politiques thématiques. Finalement, le gros de cette première phase du projet lancé fin 2004 à la suite du mouvement Sauver la recherche s'est fait dans les réunions physiques, ou au téléphone, sourit l'animatrice Jade Lindgaard, journaliste.

Se voir dans le monde réel permet d'"adoucir" le ton du débat. De dissiper les "malentendus" de "l'oral écrit" des listes de discussion par e-mail, qui peuvent être "destructeurs". L'écrit reste "élitiste", regrette Florence Tornare, qui salue les expérimentations de "podcasts municipaux" : à Fontenay-sous-Bois ou au Havre, c'est à un discours radio d'élus que peuvent réagir les internautes. Les "auditions civiques" dans lesquelles des associatifs défendront bientôt chacun une mesure concrète face au comité Voter Y seront diffusées en vidéo, plus qu'en texte "rébarbatif".

"Internet n'est pas une baguette magique... Cela donne des possibilités à ceux qui voulaient déjà s'impliquer", résume Philippe Bateau, trésorier de l'ISOC France. Une petite minorité. Pour l'animateur d'adminet France <<http://www.adminet.fr/>>, observatoire du Web administratif et citoyen, la démocratie participative reste étrangère à la culture française, contrairement aux pays anglo-saxons ou à la Bretagne.

Cité en exemple, l'adjoint au maire de Brest, Michel Briand, estime que les politiques, même au sein de son parti, les Verts, sont encore trop frileux, de peur de lâcher un peu de leur pouvoir. Les institutionnels sont tentés de miser sur la technologie, en oubliant l'animation nécessaire. Et peuvent décourager la participation s'ils ne définissent pas en quoi elle peut influencer sur la décision. Après avoir promu "l'accès au Réseau", puis "l'écrit public", Michel Briand vient de lancer Wiki Brest <<http://www.wiki-brest.infini.fr/index.php/Accueil>>, une encyclopédie locale. Mais il s'étonne de ne pas parvenir à répliquer véritablement ses expériences <<http://www.a-brest.net/réussies>>. "Ce n'est pas la cité athénienne... ça avance doucement."

Alexandre Piquard, 15 mars 2006